

Feedback des EIC sur le livre vert sur l'information émanant du secteur public

1. Introduction

L'information émanant du secteur public joue un rôle fondamental dans le bon fonctionnement du marché intérieur. Cependant, en Europe cette information reste souvent fragmentée et dispersée. Cette situation résulte principalement de législations nationales différentes régissant l'accès à l'information et l'exploitation de celle-ci. La question principale à analyser n'est pas le manque d'information, mais plutôt comment assurer que l'information déjà disponible soit plus accessible au public et plus claire pour les utilisateurs potentiels.

En Europe, le problème est particulièrement crucial pour les PME qui ont peu de ressources à consacrer à la recherche, souvent difficile, d'une information fragmentée. Cette question est également d'une importance considérable pour les fournisseurs d'information.

L'utilisation des médias électroniques croît de façon exponentielle et ces médias sont déjà, depuis un certain temps, réellement accessibles à une majorité d'utilisateurs. Il est donc opportun de lancer un débat approfondi sur ces questions. La Commission a publié ce livre vert afin d'obtenir un feedback de tous les acteurs concernés. Il est structuré autour de 10 questions spécifiques sur l'information du secteur public. **L'objectif est d'inciter une discussion politique sur ces thèmes au niveau européen.**

Etant donné l'expérience des EIC dans ce domaine, et les avantages potentiels pour le réseau en matière de visibilité, il a été décidé de coordonner une réponse commune du réseau à ce livre vert. Nous vous invitons donc à contribuer à cette action.

2. Les objectifs du "feedback" des EIC concernant ce livre vert

Les EIC sont des fournisseurs d'information qui maintiennent des contacts très étroits avec les entreprises utilisatrices. Ils sont donc bien au courant de la gamme d'informations disponibles, des avantages et des problèmes, des besoins des entreprises, de leur sensibilité au paiement de l'information, etc.

D'ailleurs, certains EIC ont également des contacts très étroits avec les sources d'information publiques. Les EIC sont donc très bien placés pour fournir une réponse utile à la Commission concernant ces questions.

Enfin et surtout, cette exercice apportera une bonne visibilité pour le réseau EIC. Une participation de la majorité des EIC permettra de démontrer que le réseau a réellement son mot à dire sur ces thèmes. **Nous comptons donc sur votre participation**, afin de valoriser et compléter le travail de vos collègues.

3. Type de commentaires que nous attendons de vous

Nous avons sélectionné 5 questions abordables par tout EIC. L'objectif est d'obtenir des contributions brèves du plus grand nombre d'EIC possible.

Vous êtes libre, soit de traiter l'ensemble de ces questions, soit de traiter les questions qui vous intéressent le plus.

Nous vous conseillons de concentrer votre "feedback" sur les questions que vous pouvez aborder le plus facilement sur base de votre expérience quotidienne.

Vous trouverez en annexe les 5 questions.

4. **Délai**

19 mai : envoi de quelques commentaires généraux au BAT EIC, afin de nous permettre de faire une présentation au nom du réseau au débat public du 25 mai.

26 mai : date limite pour nous envoyer vos observations définitives.

Veuillez adresser vos contributions à Nic Morris, BAT EIC (de préférence par VANS, afin de faciliter la consolidation des réponses).

5. **Références web du livre vert & débat public du 25 mai**

Le livre vert est disponible à l'adresse Internet suivante :

<http://www.echo.lu/info2000/fr/publicsector/gp-index.html>

Une réunion publique sur ce livre vert aura lieu à Bruxelles le 25 mai (Centre Borschette, rue Froissard 36, de 10h00 à 16h30). Si vous souhaitez participer à cette réunion vous pouvez vous inscrire en ligne à l'adresse suivante :

http://www.echo.lu/info2000/en/publicsector/hearing_invitation.html

Afin de nous permettre de mieux coordonner la présence des EIC à cette réunion, pourriez-vous informer Nic Morris si vous avez l'intention d'y participer.

N.B: La DG XXIII n'est pas en mesure de rembourser les frais de mission des EIC participant dans des réunions organisées par d'autres DG.

Annexe

Liste des questions préselectionnées pour les EIC

(nous avons hiérarchisé ces questions selon l'importance confirmé par le réseau en gardant les numéros originaux du livre vert)

9a Dans quelle mesure les politiques poursuivies par les institutions de l'Union européenne dans le domaine de l'accès à l'information et à l'exploitation de celle-ci sont-elles adéquates ?

- ◆ accès à l'information : règles en matière de transparence

. est-il possible d'obtenir toutes les informations nécessaires ?

Dans notre rôle d'EIC, nous sommes très satisfaits du nouveau site web « Dialogue for Business ». L'information est très bien structurée et permet facilement de trouver des informations assez compliquées (e.g. législation communautaire).

- ◆ contenu de l'information communautaire

Les notes synthétiques dans le « Dialogue for business » sont intéressantes car elles permettent au lecteur de comprendre le contenu de certaines directives européennes. Ces notes expliquent quelle directive existe dans un certain domaine, son numéro et date de publication, etc.

- ◆ présentation

- ◆ média

- ◆ accessibilité / facilité de recherche

- ◆ divers

9b De quelle façon les politiques de l'UE dans le domaine de l'accès à l'information et de son exploitation peuvent-elles être améliorées ?

- Compléter et tenir « up to date » le « Dialogue for business ».

- Intégrer les notes synthétiques développées par les groupes d'experts dans le réseau des EICs dans le « Dialogue for business ». Ex. : des notes qui regroupent tous les programmes communautaires et banques de données relatives à l'Asie ou l'Amérique latine, inclusif des « hyperlinks ».

10 Quelles sont, parmi les actions possibles, celles qui demandent une attention prioritaire au niveau européen?

Dans les domaines suivants, il serait intéressant de lancer une campagne promotionnelle afin d'atteindre surtout les PME. :

- le marquage CE

- le traitement de déchets, p.ex. les emballages (« Grüne Punkt », FOST PLUS, etc.)

- le TVA dans les transactions intracommunautaires

4a Quel est l'impact des différentes politiques de tarification sur l'accès à l'information du secteur public et son exploitation?

p.ex :

- ◆ vos expériences concernant la sensibilité des entreprises au paiement de l'information en général

En général, les entreprises n'ont aucun problème pour payer afin de recevoir des informations qui correspondent avec leurs besoins.

- ◆ vos commentaires spécifiques concernant la sensibilité des entreprises qui exploitent directement les sources électroniques au paiement de l'information du secteur public
 - ◆ vos commentaires spécifiques concernant la sensibilité des fournisseurs de l'information destinée aux entreprises au paiement de l'information en provenance du secteur public
- 4b Est-ce que l'impact des politiques de tarification sur l'accès à l'information / l'exploitation de cette information crée des différences dans les opportunités qui s'offrent aux citoyens et aux entreprises au niveau européen?

Pas sensiblement. Les citoyens peuvent consulter gratuitement en Belgique les « Infopoints Europe ». Il y a le site web « citizen » sur le serveur « Europa », le « Bureau in België » à Bruxelles de la Commission ; les centres de documentations européennes (e.g. Europacollege, universiteitsbibliotheken), enz .

- . 3a Etablissement de méta-données (information sur l'information disponible) au niveau européen pourrait-il aider les citoyens et entreprises européens à trouver leur chemin dans l'information du secteur public disponible à travers l'Europe?
- 3b Dans l'affirmative, comment cela pourrait-il être réalisé au mieux?
- 3c Quelles sont les catégories d'information que devraient contenir les annuaires de ressources d'information du secteur public ?
- 5 Dans quelle mesure et sous quelles conditions, les activités des organismes du secteur public sur le marché de l'information pourraient-elles créer une concurrence déloyale au niveau européen?

Vue la complexité de notre société, il est clair que les besoins pour des informations ciblées continueront à augmenter. Il y a certainement assez de place pour tous les organisations qui traitent des informations communautaires.